

**EVALUATION FINALE DU PROJET *NGLA HA* : «PROMOUVOIR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX PAR LA RESOLUTION DES CONFLITS ET LE DIALOGUE ENTRE LES COMMUNAUTES ET LES AUTORITES LOCALES DANS LE NORD DU TCHAD»**

**Draft Rapport final**

**Septembre, 2023**

Réalisé par le Centre de Recherches en Anthropologie et Sciences Humaines

**Tous droits réservés**

Ce rapport d’évaluation est le fruit du travail effectué par les chercheurs et évaluateurs du Centre de Recherche en Anthropologie et Sciences Humaines (CRASH) dans le cadre d’un contrat de consultance entre l’Organisation Internationale de Migrations (OIM) et le CRASH. Les éléments de contenu qui sont développés dans le présent rapport ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l’OIM et de son partenaire de mise en œuvre, Humanité & Inclusion (HI).

**Equipe de rédaction**

* Dr HOÏNATHY Remadji, Anthropologue, consultant-formateur
* Dr Staro FRANCESCO, Anthropologue, consultant international
* KOULADOUM Peurngar Pascal, Socio-anthropologue, évaluateur
* NENECK Allah-Kauis, Socio-anthropologue, évaluateur
* DJEKORNOM Dogoin Josué, statisticien

# INTRODUCTION

Le présent rapport expose les résultats de l’évaluation finale du projet « Promouvoir la consolidation de la paix par la résolution des conflits et le dialogue entre les communautés et les autorités locales dans le nord du Tchad», mis en œuvre par le consortium Organisation Internationale de Migration (OIM) et Humanité Inclusif (HI) et financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF).

A titre de rappel du contexte, le grand nord du Tchad, appelé communément le Borkou, Ennedi et Tibesti (BET) connait depuis des années des cycles de violences. En effet, le BET qui représente à peu près 50% du territoire tchadien, est le théâtre de plusieurs conflits et de violences, notamment les rébellions, des tensions politiques et communautaires, des activités criminelles diverses y compris les trafics des êtres humains, des produits illicites (armes, drogues…), des activités minières illicites. Aujourd’hui divisées en quatre entités administratives distinctes, ces quatre provinces conservent cependant des liens très forts qu’ils soient d’ordre socio-anthropologique ou économique. Depuis 2012, la découverte des ressources aurifères et l’absence d’un plan formel d’exploitation de ces ressources dans le nord du Tchad ont accentué l’insécurité des habitants et des migrants dans cette zone.

Face à cette nouvelle vague de violence provoquée par l’exploitation de l’or, le Gouvernement tchadien envisage institutionnaliser l’exploitation des ressources aurifères des provinces du nord depuis 2018 et l’adoption de la dernière réforme du Code Minier. Pour cela, il est indispensable qu’un dialogue ouvert soit établi entre les populations locales et les représentants des autorités nationales par rapport aux retombées économiques de l’exploitation de ces ressources.

C’est dans ce contexte que ce projet est né et vise globalement à atténuer les sources de conflit entre les communautés locales, le Gouvernement Central et les autorités locales.

Au terme de son exécution de deux (2) ans et six (6) mois, les organisations de mise en œuvre ont souhaité faire le bilan de leurs réalisations durant cette période par un acteur externe. Le Centre de Recherches en Anthropologie et Sciences Humaines a donc été recruté à cet effet.

Le rapport s’articule autour de cinq points importants. Le premier point (I) posera le cadre générale de cette évaluation, le second (II) s’attardera sur la démarche méthodologique ayant permis d’évaluer le projet, le troisième (III) présentera brièvement du projet et le (IV) quatrième détaillera les principaux résultats de l’évaluation sur la base de critères précis.

# CADRE DE L’EVALUATION

### Objectifs

L’évaluation finale du projet « Promouvoir la consolidation de la paix par la résolution des conflits et le dialogue entre les communautés et les autorités locales dans le nord du Tchad» est inscrite dans une perspective d’apprentissage des acquis accumulés pendant sa période de mise en œuvre. Elle vise donc de manière générale à fournir une appréciation des résultats du projet et sa mise en œuvre. En examinant la mesure dans laquelle le projet a atteint ses objectifs et ses résultats en matière de consolidation de la paix, l'évaluation devra fournir des enseignements clés sur les approches et les pratiques opérationnelles de consolidation de la paix, ainsi que sur les écueils rencontrés par le projet.

Spécifiquement, il s’agit de :

* évaluer si la théorie du changement du projet a été réellement effective et a permis de contribuer à un changement suffisamment palpable ;
* faire ressortir les meilleures pratiques et les leçons apprises devant contribuer à renforcer cette approche de la consolidation de la paix ;
* sur le plan opérationnel, proposer les suites à donner à l’action au regard des résultats ;
* apprécier le niveau d’appropriation du projet au niveau institutionnel et par les acteurs locaux.

### Portée

L’évaluation a examiné la mise en œuvre des activités et les résultats obtenus, en s’appuyant sur la logique d’intervention du projet, les sources documentaires et les données recueillies sur le terrain. Au regard de la sensibilité de la thématique, l’évaluation a fondé ses analyses sur la théorie de changement du projet en questionnant la portée communautaire, institutionnelle et opérationnelle de la consolidation de paix et gestion de conflit. Au niveau communautaire, les dynamiques conflictuelles dans le BET amènent à examiner de plus près les facteurs de conflictualité et les mécanismes de résolution adoptés par les communautés pour y faire face. Ceci peut permettre de comprendre la pertinence et l’efficacité du projet. Au niveau institutionnel, la question d’appropriation des acquis du projet par les points focaux (désignés par les différents ministères), les autorités administratives locales et traditionnelles a été prise en compte dans l’évaluation. Au niveau opérationnel, il a été question d’analyser globalement les approches développées par le projet dans la mise en œuvre des activités et celles concrètement initiées par les autorités étatiques pour gérer les conflits liés aux ressources naturelles dans les zones du projet.

### Critères

Grosso modo, onze (11) critères d’évaluation retenus dans les TDR ont permis d’évaluer l’opérationnalisation des actions du projet. L’évaluation marque une originalité dans les critères, c’est-à-dire en dehors des critères habituels (pertinence, d’efficacité, d’efficience, de cohérence, d’impact, de durabilité et de genre), de nouveaux critères tels que la sensibilité aux conflits, la sensibilité au temps, la tolérance aux risques et innovations, la catalytique se sont ajoutés aux premiers.

1. PRESENTATION DU PROJET EN BREF ET ZONES DE COLLECTE D’INFORMATIONS

## Le projet *Ngla Ha* en bref

|  |  |
| --- | --- |
| Pays | Tchad |
| Titre du projet : | Promouvoir la consolidation de la paix par la résolution des conflits et le dialogue entre les communautés et les autorités locales dans le nord du Tchad |
| Résultats et produits | Résultat 1 : L’appui socio-économique aux communautés et le renforcement des capacités des structures communautaires et des autorités créent un climat favorable au dialogue entre les communautés et l’Etat   * Produit 1.1 : Mise en œuvre de projets collectifs durables identifiés par les communautés dans un processus participatif à travers un fond de développement inclusif * Produit 1.2 Activité économique des communautés renforcées et diversifiées pour la cohésion sociale   Résultat 2 : Des canaux de communication entre l’Etat Tchadien et les communautés sont établis à travers le travail conjoint sur une feuille de route pour une meilleure gestion des conflits liés à l’exploitation des ressources naturelles   * Produit 2.1 : Analyse des modes de règlements traditionnelles des conflits liés à l’exploitation des ressources naturelles et la perception du code minier parmi les communautés au Nord * Produit 2.2 : Elaboration d’une structure de règlement pacifique des conflits liée à l’exploitation des ressources aurifères*.* |
| Groupes cibles | Ministère du Plan et de l’aménagement du territoire (et délégués au niveau des provinces) Ministère du Pétrole, des Mines et de l’Énergie (et délégués au niveau des provinces) Chefferies traditionnelles et représentants communautaires locaux |
| Durée | 2 ans et 6 mois |
| Budget | **OIM:** $ 1, 800,000  **HI:** $ 1, 200,000  **Total PBF : $ 3, 000,000** |
| Financement | Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF) |
| Partenaires de mise en œuvre | OIM & HI |
| Zones de mise en œuvre du projet | Borkou (Faya)  Ennedi Ouest (Lac Ounianga, Gouro)  Tibesti (Bardai, Zouar) |
|  |  |

## Zones de circonscription de l’évaluation

L’évaluation s’est déroulée dans trois provinces du nord à savoir le Borkou, l’Ennedi Ouest et le Tibesti. Au total 339 bénéficiaires du projet ont été enquêtés. Plus de la moitié des enquêtés se trouvent dans le Borkou (52,21%). Ils sont 42,18% dans l’Ennedi Ouest et seulement 5,61% dans le Tibesti. En effet, vu le contexte sécuritaire dans le Tibesti, au moment de la collecte des donnée, l’équipe de collecte n’a pas pu accéder à certaines des zones ciblées comme Bardaï et Zouar (xxxxxxxx). L’enquête s’est donc faite par voie téléphonique.

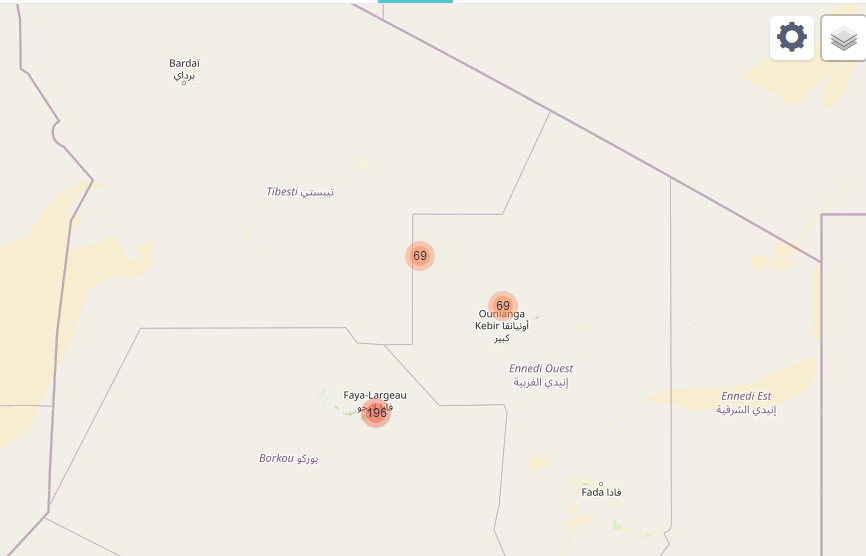


IMAGE : Cartographie de la collecte

# METHODOLOGIE

Dans ce chapitre, il est question de la méthodologie déployée sur le terrain, c’est-à-dire, l’approche, les techniques et les outils utilisés, ainsi que les difficultés rencontrées.

## Déroulement de la mission

La mission d’évaluation s’est déroulée du 24 juillet au 31 septembre 2023. Elle comprenait trois principales phases :

* **La phase de démarrage** a pris deux semaines. Elle a permis entre autre de convenir avec le commanditaire sur l’approche globale de l’évaluation, de passer en revue la documentation partagée, de concevoir les outils qui sont partagés et validés par le commanditaire et de former les équipes à déployer sur le terrain. Cette première phase a été dynamique avec des échanges permanents entre les évaluateurs du CRASH et les responsables du consortium OIM-HI.
* **La phase de terrain** a duré également deux semaines. Elle a permis à l’équipe du CRASH de se déployer dans les localités concernées par l’évaluation. L’équipe a travaillé à Faya, à Ounianga Kebir, à Gouro et à Kouba Oulanga. Cette phase de terrain a été facilitée par le bureau OIM de Faya, en mettant à la disposition de l’équipe les contacts personnes clés, parfois en accompagnant aussi l’équipe auprès de certains bénéficiaires. Cela a été d’une importance capitale dans tout le processus de collecte des informations.
* **La phase de rédaction** a été la plus longue (trois semaines). Elle a permis globalement de traiter et d’analyser les données et enfin de rédiger le premier draft du rapport.

## Méthode de collecte des données

L’évaluation s’est faite sur la base d’une approche participative regroupant deux méthodes de collecte de données à savoir qualitative et quantitative. De manière schématique, elle se présente comme suit :

Approche participative

**Début de l’évaluation** : réunion de cadrage OIM, HI et CRASH

**Pendant l’évaluation** : Échanges et discussions avec les bénéficiaires directs, les parties prenantes (OIM, HI, autorités locales)

**Fin de l’évaluation** : Restitutions avec les parties prenantes et bénéficiaires directs

### Approche participative

L’approche participative a été privilégiée sur l’ensemble du processus d’évaluation..

Au début du processus, le CRASH a eu des échanges officiels par mail et en présentiel avec le responsable du projet du bureau OIM N’Djamena. Les discussions ont porté essentiellement sur la validation des outils de collecte de données, la planification de la mission de terrain et le partage des documents. En ce qui concerne la planification de la mission, le responsable du projet Ngla Ha a donné des directives par rapport à certaines localités du projet, réputées insécures. Il s’agit notamment de la zone aurifère de Miski qui a été déconseillée à l’équipe du CRASH.

Bref, ce premier contact entre le CRASH et les responsables du projet Ngla Ha a permis d’avoir une vision commune de la manière dont la mission sera conduite en examinant plus spécifiquement la proposition de la méthodologie, du calendrier et en identifiant les autres acteurs importants à impliquer dans ce processus.

Pendant la mission, il y a eu des discussions et échanges avec les acteurs clés, notamment les bénéficiaires directs, les responsables des organisations de mise en œuvre (OIM, HI, autorités administratives), les autorités administratives locales. Les échanges et discussions ont pris la forme des entretiens semi-structurés, des focus group, de sondages d’opinions sur tablettes. Les échanges ont permis d’approfondir avec l’ensemble des acteurs sur les actions mises en œuvre, les résultats visibles obtenus et les obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre des actions.

A la fin de la mission, il y a aura un atelier de restitution qui aura pour but de discuter et valider les résultats de l’évaluation avec l’ensemble des parties prenantes. L’objectif recherché est de soumettre le rapport aux critiques et observations de l’ensemble des acteurs et de s’accorder définitivement sur les résultats de l’évaluation finale.

### Méthode qualitative

Cette méthode a permis de comprendre le contexte mais surtout d’analyser le vécu, les perceptions des communautés quant au projet, ses apports et les changements induits. Cette méthode a mobilisé les outils tels que la revue documentaire, les entretiens semi-directs et les observations directes.

### Méthode quantitative

Complémentaire à la méthode qualitative, celle-ci vise à estimer l’amplitude des impacts ou des résultats d’un projet à travers les données chiffrées. La méthode quantitative a permis, dans cette évaluation, de mesurer les indicateurs du projet dans une dynamique comparative entre les prévisions et les réalisations effectives.

* **Technique : sondage d’opinion**

Le sondage d’opinions a permis de mesurer le niveau d’appréciation et de satisfaction des bénéficiaires du projet par rapport aux actions mises en œuvre par le projet.

Pour sonder le niveau d’atteinte des indicateurs prévisionnels, le CRASH a adopté une méthode d’échantillonnage du « choix raisonné». La méthode d'échantillonnage raisonnée est une méthode de sélection d'un échantillon par laquelle la représentativité de l'échantillon est assurée par une démarche raisonnée. Ainsi, la démarche raisonnée du CRASH consiste à sélectionner de manière représentative (hommes, femmes, jeunes, adultes, autorités citoyen, etc.) et proportionnée (en fonction du nombre des bénéficiaires pris en compte dans chaque localité) un quota des bénéficiaires.

Pour ce faire, sur les 2340 bénéficiaires directs ou indirects que compte atteindre le projet, le CRASH a enquêté globalement 339 bénéficiaires, ce qui représente à peu près 14,5% de l’échantillonnage total. Cet échantillonnage, bien que du point de vue nombre n’est pas très représentatif, l’est du point de vue variables statistiques. Les difficultés qui ont amené à ce choix seront développées dans les limites de l’évaluation.

Enfin, l’unité statistique dans le cadre de cette évaluation est l’ensemble **des communautés présentes dans les zones du projet**. Ceci à cause du fait que le projet à réaliser davantage des ouvrages d’utilité publique que des appuis individuels aux bénéficiaires.

* **Outil : questionnaire paramétré avec l’application KoboCollect**

Sur le terrain, les enquêteurs locaux et formés ont collectés les informations sur des tablettes dans lesquelles a été paramétré le questionnaires grâce à l’application KoboCollect. Basée sur un choix raisonné, les enquêteurs **ont choisi de manière aléatoire les bénéficiaires**, **mais qui sont principalement situés dans les endroits** où le projet a réalisé au moins une ou plusieurs activités.

### Les limites de l’évaluation

Elles concernent des éléments pratiques et techniques. Les aspects pratiques sont relatifs à la question sécuritaire et aux longs trajets. Par rapport à la question sécuritaire, les localités de Bardai et Zouar dans la province du Tibesti n’ont pas été enquêtés à cause du conflit armé qui se déroulait au même moment que l’évaluation. Or, c’est dans cette zone que se situent les grands sites aurifères, sources de conflits entre les communautés et l’Etat. Toutefois, quelques entretiens téléphoniques ont été réalisés à distance pour contourner cette difficulté. En plus, ce sont des zones très éloignées les unes des autres, ce qui rend très exténuant le déploiement des équipes. Par conséquent, cela a réduit considérablement le nombre de jour de travailler sur le terrain. Ce qui explique aussi l’échantillonnage assez réduit des enquêtés.

Les éléments techniques concernent le profil des enquêteurs et la sensibilité du thème sur le conflit. Bien qu’à Faya, la mission a pu recruter des enquêteurs expérimentés dans la collecte, globalement dans les autres localités, cela a été difficile à cause du faible niveau d’instruction dans ces zones. Ce qui peut naturellement introduire les biais pendant les recueils des informations. Enfin, quand on pose la question pour comprendre mieux le contexte des conflits endogènes, on se heurte souvent à des réticences des bénéficiaires qui ne sont pas souvent très à l’aise de parler ces problèmes. Cela peut aussi avoir des limites dans les analyses, notamment sur l’efficacité, la pertinence et l’impact du projet.

# PRINCIPAUX RESULTATS DE L’EVALUATION

Avant de présenter les principaux résultats autour des critères d’évaluation, il est important de revenir brièvement sur les principales variables statistiques de notre population échantillonnée. Comprendre ces variables statistiques permettra de mieux cerner la suite de l’analyse qui sera déroulée dans ce rapport.

## Caractéristiques des enquêtés

Sur l’ensemble des enquêtés, plus de la moitié est représentée par les hommes (57,52%). Au Borkou par contre le ration hommes-femmes est plus. Les femmes interrogées représentent à peine le tiers de répondants de l’Ennedi Ouest. Dans le Tibesti, les femmes représentent 47,37% de répondants.

Graphique 1 : Répartition des répondants selon le sexe

L’évaluation s’est aussi intéressée au statut des bénéficiaires. Le statut définit ici le type de bénéficiaire et l’importance de son opinion par rapport au projet. Ainsi, environ 3 répondants sur 10 sont membres du comité local. La quasi-totalité des répondants du Tibesti est membre du comité local. En plus des membres du comité, le graphique ci-dessous montre que globalement l’ensemble des bénéficiaires ont été touchés (orpailleurs 7, 67%, groupe marginalisé 11, 25%, bénéficiaires indirects 39,23%, leaders religieux 3,24%, leaders traditionnels 2,65% et autorités administratives 5,60%). Cela montre globalement que le critère de représentativité des variables statistiques a été plus ou moins respecté.

Graphique 2 : Répartition des répondants selon le statut

Dans le but de comprendre le niveau d’appropriation des acquis du projet, l’évaluation s’est intéressée sur le niveau d’instruction des bénéficiaires. Le constat est moins reluisant puisque que pratiquement 3 répondants sur 10 n’ont pas été à l’école. Environ un tiers d’entre eux (32,45%) est à l’école coranique. Cela s’explique aussi par le fait que ce sont les zones à prédominance musulmane où l’enseignement coranique est très encré. Ils sont respectivement 20,65% et 9,44% à atteindre respectivement le secondaire et le supérieur. Plus de 7 répondants sur 10 du Tibesti ont atteint le secondaire et 10,53% ont atteint le supérieur. Dans l’Ennedi Ouest, ils sont à peine 2 sur 10 à franchir le secondaire (19,58%) et seulement 3,5% ont fait les études supérieures. Au Borkou, on note quand même que beaucoup ont atteint le supérieur (14,12%) contrairement aux deux autres provinces. En sommes, l’évaluation note que le niveau d’instruction des bénéficiaires dans les trois est relativement bas.

Graphique 3 : Répartition des répondants suivant le niveau d'étude

Parlant du diplôme le plus élevé, le constat est le même. Pratiquement deux tiers des répondants (65,49%) n’ont aucun diplôme. A l’Ennedi Ouest, ils sont environ 70% et exactement deux tiers dans le Borkou. Au Tibesti, 8 répondants sur 10 ont au moins le certificat d’étude primaire et le diplôme le plus élevé est la Licence. L’obtention d’un diplôme est fonction du niveau d’instruction, or ce niveau est bas, par conséquent, il est tout à fait normal qu’il y ait moins des bénéficiaires diplômés.

Graphique 4 : Répartition des répondants suivant le diplôme le plus élevé

Pour ce qui est du nombre moyen de personnes vivant dans le ménage, le Tibesti vient en tête avec 8,1. Il est suivi du Borkou et de l’Ennedi Ouest avec respectivement 7,06 et 6,39 personnes par ménage.

Tableau 1 : Nombre moyen de personnes vivant dans le ménage

|  |  |
| --- | --- |
| **Provinces** | **Nombre moyen de personnes vivant dans le ménage** |
| Tibesti | 8,105263158 |
| Borkou | 7,062146893 |
| Ennedi Ouest | 6,391608392 |
| **Total général** | **6,837758112** |

Ces chiffres restent relativement supérieurs à la moyenne nationale qui est de 5 personnes par ménage.

## Pertinence du projet

De prime abord, la question de la consolidation de paix et de résolution des conflits relève d’un domaine complexe et sensible. En effet, pour mieux cerner la conception du projet et les besoins des communautés relatifs à l’opportunité qu’offre le projet, notre analyse de la pertinence s’est intéressée sur les dynamiques conflictuelles autour des ressources naturelles en ressortant les atouts et les limites des approches proposées par le projet.

### Dynamiques conflictuelles autour des ressources naturelles

L’essentiel des sources écrites sur le BET convergent vers la nature instable de cette zone, comme le ressort cet auteur tchadien : *« le BET fait partie des régions les mieux étudiées du Tchad et ayant suscitée une certaine inclinaison coloniale. Cette région est aussi celle qui n’a pas beaucoup subi des modifications structurelles par le fait colonial. Les habitudes sociales ont été maintenues, la colonisation ne se souciant que de sa légitimation en s’accommodant les communautés. En dehors des territoires se situant autour de Biltine où un effort de scolarisation a été opéré, l’on note partout un état d’illettrisme notoire. Le BET, pour schématiser, donne l’impression d’être en guerre permanente avec lui-même et avec les autres régions du pays. Les rebellions, les coups d’Etat sont ourdis par les enfants du BET ou contre eux.*»[[1]](#footnote-1)

Cette réalité expliquée par l’auteur il y a quelques années est encore vraie aujourd’hui. Les analyses contextuelles en début du projet et celles de l’évaluation, montrent qu’en plus des conflits habituels (rébellion, affrontement armés entre les communautés, etc.), d’autres nouveaux types de violences sont venues se greffer. Ces nouveaux de types de violences sont à l’origine des conflits tels que le trafic, la traite et l’exploitation abusive des êtres humains dans les sites d’exploitation de l’or. Sur le terrain, il nous a été donné de constater que ces nouveaux conflits se déroulent plus dans les provinces du Tibesti et de l’Ennedi Ouest que dans celle du Borkou. Les dynamiques conflictuelles sont donc largement tributaires des localités visitées.

En plus des conflits structurels complexes, l’évaluation a permis de relever les conflits de types mineurs, c’est-à-dire des problèmes assez quotidiens qui mettent à mal la cohésion entre les communautés. Dans le Borkou, selon cet interlocuteur :

*« Le problème majeur ici, c'est beaucoup plus des abus de confiance, des petites jalousies et surtout les rivalités liées à l’héritage. Si tu fais le tour à la justice, beaucoup de cas qui se trouvent dans les dossiers à la justice, ce sont surtout des conflits fonciers. Et ces conflits fonciers, le plus souvent, sont dus à l’héritage. Donc, on voit un peu lorsqu'il y a un héritage et que les gens sont nombreux, il y a des gens qui sont malhonnêtes et qui driblent les autres »[[2]](#footnote-2)*

Dans l’Ennedi Ouest, un autre interlocuteur pense que :

*« Le problème de terre se manifeste par les disputes entre les progénitures sur des terres laissé par les parents. C’est le problème d’héritage entre les enfants, surtout issus de mères des foyers polygamiques ».[[3]](#footnote-3)*

Enfin, dans le Tibesti, cet enquêté quant à lui estime que :

*« Il y a des influences qui se jouent sur les uns et les autres. Il y a des conflits d’intérêts entre les orpailleurs qui se battent. C’est un conflit souvent entre employé et employeur. Ce genre de conflit existe. Mais beaucoup plus souvent on entend parler des coupeurs de route, des opérations de coupeurs de route entre Zouar et Wour, Zouarke-Faya »[[4]](#footnote-4).*

Sur la base de ces données empiriques, il ressort que les conflits fonciers dus à l’héritage dans les foyers polygamiques sont très présents dans le Borkou et l’Ennedi Ouest. Quant au Tibesti, ce sont beaucoup plus les conflits autour de l’or et les coupeurs de route, comme facteur d’insécurité.

Toutes ces dynamiques conflictuelles ont des causes profondes. La quasi-totalité des répondants du Tibesti n’a cité comme seule cause des conflits que le partage des ressources. Au Borkou, ils sont 80,79% de répondants à le citer et le reste des causes est cité par moins de 10%. A l’Ennedi Ouest, la cause première des conflits est l’abus de pouvoir avec 66,43% de répondants suivie du partage des ressources avec 49,65% et de problèmes identitaires avec 19,58%.

Graphique 5 : les principales causes des conflits selon les localités

En dehors des causes relatives aux ressources naturelles (or, eau, terre, natrons, sels, etc.), il y a des causes structurelles profondes. De manière générale, le BET est très en retard en matière de développement par rapport aux autres provinces du projet. Il manque cruellement les structures socioéducatives, socio sanitaire, socioculturelle de base. La question de l’eau potable reste également un grand défi dans les trois provinces. Presque tous les bénéficiaires sont revenus de manière insistante sur l’urgence d’initier des projets de construction des forages d’eau. Comme le témoigne cet enquêté :

*« Nous avons un problème d’eau potable ici au Lac Ounianga. Il n’y a qu’un seul château d’eau ici, c’est insuffisant pour alimenter toute la population»[[5]](#footnote-5).*

Les quatre provinces sont très enclavées les unes des autres à cause de manque des infrastructures routières. Le manque des routes tracées et bitumées est un grand facteur d’insécurité dans cette zone. Cela démontre les difficultés de l’Etat à maintenir une présence effective permanente et efficace dans cette zone.

### Atout du projet en lien avec le contexte du BET

L’initiative de réaliser un projet sur *la consolidation de la paix par la résolution des conflits et le dialogue entre les communautés et les autorités locales dans le nord du Tchad*s’est avérée très adaptées dans le grand BET, marqué par un cycle de violences politiques et de rebellions armées dont les conséquences sont désastreuses pour le processus de développement. La conception d’un tel projet a tout son sens, car elle a permis d’évoquer l’urgence et la nécessité d’introduire le débat sur la paix, la cohésion et les résolutions pacifiques des conflits, comme gage d’un développement dans une localité qui n’en a pas l’habitude. Les initiatives telles que la mise en place des comités locaux de médiation et gestion de conflit rendent grandement témoignage de la pertinence de l’approche du projet. Les analysées menées lors de l'évaluation finale confirment que les actions envisagées en phase de planification correspondent bien aux besoins et au ressenti des populations locales. Les bons résultats obtenus par le projet apparaissent dans les données sur la perception du risque de détérioration de la situation économique, même si les données de l'étude d’endline ventilées par localité d'intervention montrent que la situation est restée déplorable à Gouro.

La conception du projet marque aussi une volonté et un engagement des partenaires financiers et techniques du Tchad à appuyer et accompagner l’Etat dans sa quête de restaurer son autorité et sa présence dans toutes les provinces du Tchad. De manière spécifique au grand BET, elle s’inscrit aussi dans la recherche d’un dialogue entre les communautés et l’Etat dans le but d’institutionnaliser et formaliser l’exploitation des ressources aurifères et autres au profit de la prospérité locale et nationale.

La proposition des actions à caractères socioéconomiques par le projet montre également la volonté des partenaires de mises en œuvre à contribuer au développement local de la zone. Car le contexte a bien montré le faible niveau de développement de ces provinces. Cette contribution a pris des formes des projets collectifs et des appuis en Activité Génératrice de Revenu. L’approche consistant à valoriser les appuis communautaires et d’utilité publique a été révélatrice dans ce processus de développement local.

Un autre atout reste le caractère inclusif du projet. En impliquant l’ensemble des couches sociales (autorités administratives, traditionnelles, religieuses, les femmes, les jeunes, les adultes, les personnes vulnérables), le projet mis en valeur la participation de l’ensemble des acteurs comme modèle d’un développement consensuel.

Enfin, la conception du projet en combinant le développement local et la consolidation paix s’inscrit dans une perspective visant à s’adapter aux réalités provinciales et locales dans le contexte où la décentralisation est un instrument adéquat qui permet de prendre en compte les spécificités de chaque province, département et commune.

### Limites de l’approche du projet

Malgré la pertinence de l’approche du projet, quelques limites ont été relevées.

Dans sa conception, le projet a voulu initier des ouvrages collectifs (construction des magasins communautaires, réhabilitation des centres de santé et école, construction salons de coiffures, etc.) dans le but de susciter davantage le brassage/contact entre les communautés et aussi pour les desservir. Sauf, que sur le terrain, les projets collectifs semblent être peu bénéfiques à l’ensemble des communautés par le fait que la notion de la «communauté dominante» est encore très forte dans ces zones. Par conséquent, certains projets collectifs sont aux mains des familles ou communautés influentes, ce qui limite son accès à tous. C’est le cas par exemple des salons de coiffures dans l’Ennedi Ouest. Ainsi, une étude approfondie aurait pu être menée pour analyser le contexte sociologique du conflit, le rôle des différents acteurs sociaux de cette province afin d’en déduire les formes d’organisation sociales les plus appropriées à mettre en place. La conception du projet aurait pu se fonder sur de telles analyses en recrutant un consultant spécialiste en anthropologie ou sociologie.

Cette première difficulté a entrainé une seconde. La démarche du projet consistant globalement à réaliser des ouvrages collectifs s’est révélée assez peu pertinente auprès des ménages enquêtés. En effet, lors des enquêtes ménages, les bénéficiaires se prononcent très difficilement sur les actions du projet ainsi que ses effets. On a l’impression que le projet n’a pas des bénéficiaires directs. Ainsi, les données issues des enquêtes quantitatives restent très vagues par rapport aux données qualitatives qui sont beaucoup plus précises. Or, même si la conception du projet a privilégié une approche collective, il aurait été souhaitable de bien définir les bénéficiaires directs de ces projets collectifs. Cela aurait permis de mieux orienter les questions afin d’avoir des réponses appropriées pendant l’évaluation.

Une autre limite réside dans les arguments contextuels liés à l’exploitation de l’or et les orpailleurs, comme groupe cible du projet. En effet, le projet a développé un narratif très pertinent des conflits liés aux ressources, mais sur le terrain, vraisemblablement très peu d’actions dans ce sens. Tout d’abord, les zones aurifères ne sont pas visitées à cause de l’insécurité et la mission a rencontré très peu des orpailleurs. Par conséquent, il est difficile d’évaluer convenablement l’usage de la feuille de route, élaborée par l’OIM et HI pour une gestion apaisée de l’or et le processus de son institutionnalisation par l’Etat. En dehors de la feuille de route, très peu actions initiées et adressées directement aux orpailleurs n’ont été observées et relevées alors que c’est l’une des grandes priorités du projet.

## Cohérence du projet

L’OIM est une organisation internationale qui œuvre dans le domaine de la gestion des migrations. Comme telle, les actions tendant à promouvoir la paix et la cohésion sociale entrent dans sa vision stratégique. Puisque, lorsqu’il y a la paix et la cohésion sociale, les migrations et les traites des personnes seront limitées. Pour y arriver, l’OIM a implanté conjointement avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM) dans le passé, le projet «Habiliter les jeunes du centre du Tchad à devenir des agents de consolidation de la paix » dans le Bahr El Gazel (BEG), Batha et Borkou. Puis, récemment à partir de 2021, le projet «Promouvoir la consolidation de la paix par la résolution des conflits et le dialogue entre les communautés et les autorités locales dans le nord du Tchad ». Cette recherche de la paix et cohésion sociale entre également dans la politique publique de l’Etat tchadien qui ne ménage aucun effort en matière de la promotion de la paix et de l’unité nationale. La question de la paix et de cohabitation pacifique est inscrite dans le PND de 2017-2021 « le Tchad que nous voulons ». Cette volonté des autorités gouvernementales à instaurer la paix et la cohabitation pacifique apparait encore plus saillante dans cette période de transition avec la création du Ministère de la réconciliation ale nationale et de la cohésion sociale. Eu égard ces visions de l’OIM et de l’Etat tchadien, nous pouvons dire que ce projet est cohérent comme le témoigne aussi cet informateur :

*« Je pense qu’au niveau national le projet cadre avec le politique du gouvernement, parce que nous savons tous que tout pays aspire à ce que les populations vivent en parfaite harmonie »[[6]](#footnote-6).*

Les activités proposées dans le cadre de ce projet sont donc en adéquation avec les objectifs recherchés. Les appuis des projets collectifs ainsi que d’autres manifestations socioculturelles telles que les sensibilisations, les semaines de la paix et les tournois de football peuvent contribuer à changer le comportement des bénéficiaires et par ricochet, des communautés des localités d’interventions du projet. Mais aussi, limiter les mobilités régulières des personnes et surtout des jeunes vers les sites aurifères et d’autres localités. De même, la prévention et la gestion inclusive de conflits, la mise en place des comités locaux, l’élaboration de feuille de route ainsi que le plaidoyer sont autant des actions qui amènent diminuer les tensions et à instaurer la paix parmi les communautés, à redonner la confiance entre les autorités centrales, locales, traditionnelles et les communautés pour une paix durable et la cohabitation. L’extrait de cet entretien peut illustrer nos constats :

*« (…) Je prends l’exemple de Miski. Je pense que vous avez appris le problème. Depuis 2013, Miski était bloqué. L’Etat n’a pas mis pied depuis 8 ans. Les enfants ne partent pas à l’école, pas de centre de santé. Avec l’appui des partenaires nous avons pu sensibiliser la population et l’année dernière les enfants ont repris le chemin de l’école. Là c’est un exemple très palpable. Et là-bas, l’eau devient une denrée rare pour la population. Pour en avoir il faut faire des kilomètres. Le projet a déjà commencé à construire un château d’eau et c’est déjà un pas positif. Avec l’appui qu’ils ont apporté à la communauté, je pense que les différents chefs de canton ont pu mettre en place leurs structures dédiées pour la paix, je pense qu’il y a d’autres qui vont apaiser la tension comme le forum du grand BET qui sera organisé dans bientôt »[[7]](#footnote-7).*

## Efficacité du projet

L’analyse de l’efficacité du projet mesure l’atteinte des objectifs, des résultats et indicateurs prévisionnels. A travers les documents consultés et les données empiriques, une analyse détaillée et comparative du niveau de réalisation des activités, d’atteinte des indicateurs des produits ainsi que des effets a été proposée dans les lignes qui suivent.

### Niveau de réalisation des activités

Résultat 1 : l’appui socio-économique aux communautés et le renforcement des capacités des structures communautaires et des autorités créent un climat favorable au dialogue entre les communautés et l’Etat.

Selon la documentation fournie par le projet de 2021 à 2023, plusieurs activités ont réalisées dans le cadre du résultat 1 du projet. L’encadré ci-dessous fait la synthèse de celles-ci :

* Trois diagnostics (à Faya, Ounianga Kebir et à Gouro. L’objectif rechercher à travers ces diagnostics est d’identifier les principales entraves au bien-être économique et social des communautés et qui constituent un obstacle à un climat de paix et d’harmonie sociale. Les résultats de ces diagnostics et enquêtes ont été restitués lors des séances de restitution devant les communautés, les autorités administratives locales, les autorités traditionnelles ;
* Les travaux de réfection des bâtiments scolaires au lycée et collège et de construction d’un hangar à l’école primaire pour abriter les élèves aux heures de recréations à Ounianga Kebir ;
* La mise en place des associations villageois d’épargnes et de crédit (AVEC), 10 groupes de 25 membres chacun dans chaque localité (Faya, Gouro et Ounianga Kebir) soit, 30 AVEC ;
* La réhabilitation de l’aire d’abattage, la réalisation de forage équipé du système solaire, la construction d’une fosse septique à l’abattoir, la transformation de la délégation de l’éducation en bureaux et salle de réunion ont été réalisés à Faya ;
* La mise en place des comités locaux ;
* Le lancement d’un système d’alerte dans chaque localité pour permettre aux population des localités ciblées de mieux accéder aux informations liées à la sécurité communautaire mais aussi aux activités du projet ;
* Une série de consultation entre les acteurs clés (autorités, chefs traditionnels, jeunes, femmes et autres membres des communautés qui a permis de prendre une décision inclusive pour la sélection des projets collectifs. Après cette consultation, un magasin communautaire a été construit à Ounianga Kebir ;
* La réhabilitation de centre de santé à Faya ;
* Une semaine de paix est organisée en mars 2022 dans les établissements scolaires de Faya, Gouro et Ounianga Kebir. A Faya, 400 élèves dont 230 filles et 171 garçons ont participé ;
* Les séances de sensibilisations ont été organisées à l’endroit de toutes ces associations féminines sur le mécanisme villageois d’épargne et de crédit par Humanité et Inclusion (HI). Ceci afin d’accompagner les communautés qui n’ont pas accès au système formel des institutions financières à d’épargner elles-mêmes leurs revenus et de pouvoir s’autofinancer. Elles ont été ensuite dotées en kits pour exercer leurs activités génératrices de revenus ;
* Les formations en prévention et gestion des conflits ainsi que la communication non violente à Kouba, Batadjanna et Wouloumanga (Borkou) en juin 2022, à Gouro (Ennedi Ouest) en juillet pour une audience mixe (forces de sécurité, autorités, femmes, jeunes, membres du comité local…) et à Fada en septembre pour les membres des comités de paix des quartiers (Ennedi Ouest). Au total plus de 444 personnes ont été formées dont 226 femmes ;
* Les remises officielles d’une vingtaine d’investissements communautaires (atelier de couture, maison de la femme, magasins communautaires, local a moulin, salle de soin…) ont été organisées dans les localités cibles (Ounianga Kébir, Faya, Yebibou et Gouro) pour le renforcement des relations entre les autorités et les communautés ;
* La Mise en place d’un comité de gestion avec la collaboration des autorités locales (préfet ou Maire) pour assurer la durabilité des projets collectifs ;
* L’organisation des causeries débats à Faya et Gouro, plus de 33% de participation féminine ;
* La restructuration du comité local de Yébibou avec 50% des femmes sur les 40 membres ;
* La formation des jeunes en électricité photovoltaïque et installation de l’antenne parabolique à Faya, Gouro et Ounianga Kebir. Sur les 76 bénéficiaires, il y a 50 filles soit 65, 78 %.

Après évaluation, ces activités ont été effectivement réalisées dans les zones d’intervention du projet sauf la mise en place d’un mécanisme de feedback et de gestion de plaintes. Ainsi, cet extrait d’entretien illustre une partie des réalisations:

*« L’OIM nous a beaucoup aidé nous la population; elle nous a construit un abattoir; ensuite elle a aussi construit et équipé la salle d’accouchement. Elle a aussi construit le marché et le lycée. Ensuite elle a aidé le groupement avec des matériels comme moto pompe, les moulins, les pelles »[[8]](#footnote-8)*

Ces réalisations ont été également confirmées par nos données quantitatives collectées auprès des populations bénéficiaires du projet. Il ressort de l’évaluation quel’action phare réalisée par le projet selon les répondants est la mise en place des comités locaux(selon80,24% des répondants), suivie de l’appui à la mise en œuvre des projets collectifs comme la dotation de moulin, la construction de magasin, de château d’eau, de salon de coiffure, etc. (selon 56,34% d’opinion). Ensuite, viennent le renforcement des capacités (42,18%), la réalisation des diagnostics (39,82%) puis la mise en place d’un système de partage d’informations (19,82%).

Par provinces, les répondants des provinces du Borkou et de l’Ennedi Ouest ont plus plébiscité l’appui à la mise en œuvre des projets collectifs avec respectivement 60,45% et 51,75%. Ceux du Tibesti ont penché plus pour le renforcement des capacités (68,42%), la mise en place d’un système de partage d’informations (63,16%), la réalisation des diagnostics (57,89%) et l’appui à la mise en œuvre des projets (52,63%).

Le graphique suivant illustre ces différences :

En conclusion, le niveau des réalisations du résultat 1 est jugé efficace, ceci à cause d’une bonne planification des activités par les deux organisations de mise en œuvre. Ni au niveau des rapports narratifs et pendant la collecte des données, il n’a été fait mention des difficultés relatives à la mise en œuvre des activités.

Résultat 2 : « des canaux de communication entre l’Etat tchadien et les communautés sont établies à travers le travail conjoint sur une feuille de routes pour une meilleure gestion des conflits liés à l’exploitation de ressources naturelles »

Plusieurs réalisations tendant à promouvoir la paix, la cohésion sociales ont été menées. Le résumé de ces réalisations dans l’encadré ci-dessous.

* Un consultant a-t-il été recruté pour effectuer l’analyse des modes de règlements traditionnels des conflits liés à l’exploitation des ressources naturelles dans les quatre zones d’intervention du projet.
* Une mission du comité technique du projet et du conseiller paix et développement auprès du bureau de la Coordinatrice Résidente a été effectuée du 03 au 10 août 2021 à Faya pour mieux cerner les axes stratégiques favorisant la pérennisation des actions dudit résultat.
* Une caravane médicale pour sensibiliser sur les risques des maladies sexuellement transmissibles et l’utilisation des produits chimiques dans les sites aurifères a été organisée.
* Une formation en électricité photovoltaïque et installation de panneau parabolique à l’endroit des jeunes (76 bénéficiaires dont 50 filles soit 65,78%) a aussi été organisée à Faya, Gouro et Ounianga Kebir.
* Des tournois de consolidation de la paix en faveur des jeunes ont été organisés à Faya, Zouar, Bardaï et Fada. Le but de ces tournois est de créer un cadre de brassage entre les communautés afin de renforcer les liens sociaux, le dialogue et la cohabitation pacifique. Ce qui entre en droite ligne des objectifs de ce résultat 2.
* 655 jeunes hommes et jeunes femmes au total ont participé à ces semaines de la paix.
* Des comités mixtes de médiation pour le développement d’une feuille de route sont mis sur pied dans les localités d’interventions du projet (3) et une feuille de route a été élaborée pour une meilleure gestion des conflits autour des ressources naturelles.
* Le plaidoyer auprès des ministères de tutelles pour une reconnaissance des comités mixtes de médiation a été fait.

Pendant l’évaluation, la plupart des informateurs ont confirmé que ces actions ont été réalisées :

*« On a organisé les discussions autour des gestions de conflits. A travers ces discussions, on peut dire que la capacité des acteurs qui interviennent dans le cadre de paix est renforcée. Elles ont regroupé les chefs de canton, les jeunes, les ambassadeurs de paix, les femmes, toutes les couches sont impliquées. Il y a cinq modules de formations pour chaque localité. Il s’agit de la négociation, de la médiation, des stratégies de communications; stratégie face au conflit; la découverte de conflit. En plus, on a aussi organisé des semaines de paix en milieu scolaire dans 4 localités (Faya, Fada, Bardai et Zouar). Dans chacune des localités il y’a une semaine de paix qui réunit les élèves de différents établissements et de la localité pour créer un climat de brassage entre les élèves. Des compétitions de dictées, de lectures, etc. ont été organisées et à la fin, on a primé les meilleurs »[[9]](#footnote-9)*.

Les données quantitatives attestent également d’un bon niveau de réalisation des activités sur le résultat 2 selon les répondants comme montré dans le graphique ci-après.

Selon ce graphique, « la mise en place des comités mixtes pour le développement d’une feuille de route » a eu un score des répondants de 63,72%, « l’élaboration d’une feuille de route pour une meilleure gestion des conflits autour des ressources naturelles » avec 59,59%, « l’Analyse des modes de règlements traditionnels des conflits liés à l’exploitation des ressources naturelles et la perception du code minier parmi les communautés au Nord » avec 41,89%, « Élaboration d’une structure de règlement pacifique des conflits liée à l’exploitation des ressources aurifères » avec 36,58% et enfin « Plaidoyer auprès des ministères de tutelles pour une reconnaissance des comités mixtes de médiation » avec 31,56%.

Au regard de l’analyse des rapports d’activités du projet et des données de l’évaluation ont montré un niveau de réalisations très satisfaisant. Ces sentiments de satisfaction sont présentés dans la section qui suit, consacrée à l’évaluation de l’appui du projet.

### Analyse des indicateurs des produits

Il est question d’analyser le niveau d’atteinte des indicateurs liés à la réalisation des activités prévu dans la logique d’intervention.

Pour le résultat 1, ces indicateurs concernent les niveaux de satisfaction des membres des groupements des AGR, des plaintes reçues et ayant abouties à des corrections, de la perception des populations sur le changement de comportement des FDS et des renforcements de capacités.

Pour le résultat 2, ces indicateurs concernent la disponibilité du rapport sur le diagnostic participatif, de la feuille de route finalisée, de la participation aux réunions des membres des comités mixtes de médiation.

#### Niveau d’appréciation des indicateurs des produits du résultat 1

Le niveau d’appréciation des actions selon les bénéficiaire reste globalement très satisfaisant mais très diversifié en fonction des types d’actions réalisées. De manière générale plus 85% de répondants se disent satisfaits des actions réalisées par le projet. La mise en place des comités locaux vient en tête avec 95,28% d’opinion favorable. Elle est suivie du renforcement des capacités avec 92,33%, de la réalisation des diagnostics participatifs avec 90,56% et enfin de la mise en place du système de partage d’information avec 87,02%. On note une situation particulière du Tibesti où tous les répondants se disent satisfaits des actions réalisées par le projet. On remarque que c’est seulement à Borkou que la mise en place du système de partage d’informations n’est appréciée que par 77,97% de répondants.

Graphique 6 : Appréciation faite par les répondants des actions menées par le projet

Au regard du graphique ci-dessous, les membres des comités locaux sont tout à fait satisfaits des actions réalisées par le projet. Ils sont tous satisfaits de la mise en place de ces comités locaux. Ils sont 98% à reconnaitre être satisfaits des actions de renforcement des capacités. Pour ce qui est de la réalisation des diagnostics participatifs, ils sont 97% à être satisfaits. Enfin, 95% des membres des comités locaux se disent satisfaits de la mise en place du système de partage d’informations.

Graphique 7 : Appréciation faite par les membres des comités locaux des actions menées par le projet

Concernant la satisfaction des projets collectifs appuyés par le projet, 87,87% de répondants se disent satisfaits. A l’Ennedi Ouest, ils sont 79,58% à déclarer être satisfaits contre 93,22% au Borkou. Tous les répondants du Tibesti affirment être satisfaits de la réalisation des projets collectifs appuyés par le projet.

Prenant en compte l’avis des membres des comités locaux nous notons qu’ils sont tous satisfaits au Tibesti et au Borkou. Ils sont 88,89% à affirmer leur satisfaction dans l’Ennedi Ouest.

Graphique 8 : Appréciation de l'appui aux projets collectifs

Les répondants ont reconnu en grande majorité (95,52%) que les modules abordés lors des formations ont été bénéfiques pour eux. Tous les bénéficiaires du Tibesti ont marqué leur satisfaction des formations reçues. Ils sont 91,37% dans l’Ennedi Ouest et 98,31% au Borkou. Tous les membres des comités locaux ont fait comprendre que les formations leur ont été bénéfiques.

Graphique 9 : Appréciation des formations reçues

De manière générale, 6 répondants sur 10 reconnaissent que les projets collectifs leur ont permis d’augmenter leur revenu mensuel. Cela montre globalement que les appuis en AGR opérés par le projet ont soulagé économiquement les bénéficiaires.

Graphique 10 : Appréciation de l’augmentation du niveau de revenu mensuel

#### Niveau d’appréciation des indicateurs des produits du résultat 2

Par rapport aux différentes actions mises en œuvre par le projet, les répondants sont plus nombreux (83,19%) à affirmer être satisfaits de différents modes de règlement de conflits apportés par le projet. Ils sont 78,17% à être satisfaits de la mise en œuvre de la feuille de route, 74,63% satisfaits de la mise en place des comités mixtes pour le développement, 72,27% satisfaits des structures de règlement des conflits mises en place et 65,03% satisfaits des plaidoyers auprès des autorités locales. Il n’y a pas trop de différence d’appréciation d’une localité à une autre.

Graphique 11 : Appréciation des actions mises en œuvre par le projet

### Analyse comparative des indicateurs d’effet des deux résultats

Ce sont les indicateurs directement liés aux résultats. Cette analyse passe par la comparaison des atteintes des indicateurs de départ, de l’étude Baseline et end line aussi bien que de l’évaluation finale. Concernant le résultat 1, le tableau ci-dessous montre l’évolution de la situation comme suit :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Résultats | Indicateurs | Population étudiée | Cible de l’indicateur | Niveau d’atteinte de l’indicateur  Baseline | Niveau d’atteinte de l’indicateur  Endeline | Niveau d’atteinte de l’indicateur  Evaluation finale |
| Résultat 1: L’appui socio-économique aux communautés et le renforcement des capacités des structures communautaires et des autorités créent un climat favorable au dialogue entre les communautés et l’Etat | Indicateur 1 a % de membres des comités locaux qui disent que les autorités locales s’intéressent aux besoins de la population | Membres des comités locaux et population de la localité | augmentation de 10 % | 86% | 92% | **13,95%** |
| Indicateur 1 b % des membres des comités locaux qui estiment que la situation économique de leur communauté va se détériorer au cours des prochains 12 mois | Idem | Baisse de 10% | 43% | 17% | **0,70%** |
| Indicateur 1.1.3 : % des membres de la communauté sont satisfaits des services apportés par les projets collectifs mis-en en œuvre dans chacune des communautés | Habitants de la localité | 70% | 53% | 76% | **98,06%** |
| Indicateur 1c % des autorités locales qui estime que la situation économique dans leur unité administrative va se détériorer au cours des prochains 12 mois | Autorités et populations de la localité |  | **31%** | **17%** | **0,70%** |

Selon le tableau comparatif, il y a une évolution au niveau de l’atteinte des indicateurs. En effet, sur la question de la prise en compte des besoins des populations locales par les autorités administratives locales grâce aux actions du projet, les opinions des bénéficiaires sont très variées et dynamique. Au début, 86% des bénéficiaires pensent que les autorités prennent en compte leurs besoins et cette perception s’est accrue de 6% pendant l’étude endline. Pendant l’évaluation, cette perception a baissé drastiquement à 11,95% d’opinions favorables contre 88,05% d’opinions défavorables. Cependant, **98,6%** des pourcentages des membres de la Communauté sont satisfaits des services apportés par les projets collectifs mis en œuvre dans chacune des localités. On constate là, une augmentation de 22,06% par rapport à l’étude endline qui était de 76%. Par ailleurs, les appréciations sur la détérioration de situation économique des communautés dans les trois zones tendent à disparaitre au cours de la mise en œuvre du projet. De 43% à l’étude baseline, elle a baissé de 17% à l’étude endline puis 0,70% à l’évaluation finale du projet. Ceci montre aussi que les activités économiques initiées par le projet ont porté leur fruit. Les revenus générés les AGR, permettent aux bénéficiaires de répondre aux besoins de leurs familles. La mise en place des AGR a permis aux groupements de promouvoir la cohésion sociale et raffermir les liens sociaux à travers les rencontres.

Pour le résultat 2, l’évolution des indicateurs d’effet se présente comme suit :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Résultat 2: Des canaux de communication entre l’Etat Tchadien et les communautés sont établis à travers le travail conjoint sur une feuille de route pour une meilleure gestion des conflits liés à l’exploitation des ressources naturelles | Indicateurs | Population étudiée | Cible de l’indicateur | Niveau d’atteinte de l’indicateur  Baseline | Niveau d’atteinte de l’indicateur  Endeline | Niveau d’atteinte de l’indicateur  Evaluation finale |
| Indicateur 2 a  % de membres des comités locaux qui disent que le gouvernement central s’intéresse aux besoins de la population | Membres des comités locaux et population de la localité | Augmentation de 10% | **50%** | **58%** | **13,95%** |
| Indicateur 2 b # de réunions des comités mixtes assistés par plusieurs délégués des services techniques décentralisés | Membre des comités locaux et populations de la localité | **0** | **4** | **00%** | **36,80%** |
| Indicateur 2 c # de membres du Haut-Commissariat des autorités traditionnelle régulièrement en contact avec les Ministères appropriés concernant la meilleure gestion des conflits liés à l’exploitation des ressources naturelles | Autorités traditionnelles et populations de la localité | **0** | **0** | **00%** | **36,80** |

La progression des indicateurs du résultat 2 semble être aussi concluante que le résultat 1. Au niveau de l’indicateur « prise en compte des besoins des populations par les autorités administratives», la situation reste le même sur le résultat 1, en ce sens que les opinions des bénéficiaires sont moins reluisantes (13,95%) par rapport à celles de l’étude endline (58%). En ce qui concerne le « maintien de contact permanent entre les autorités traditionnelles et les ministères appropriés pour une meilleur gestion des conflits », 36,80% des répondants le confirment. Même les pourcentages restent en dessous de 50%, cela montre quand même le niveau d’engagement des différents acteurs à développer des synergies d’actions pour une réponse efficace aux conflits liés aux ressources. De même que 37,69% des répondants reconnaissent que les autorités administratives locales prennent aux réunions organisées dans le cadre des activités du projet. Enfin, selon 12,76% des répondants, les actions menées par le projet ont permis aux agents de sécurités de changer de comportement.

En définitive, bien que le changement social ou de comportement du fait d’un projet de développement est un processus logiquement longue et ne peut s’observer sur des périodes longues (5-10 ans). Cependant, les indicateurs obtenus par le projet après deux ans de mise en œuvre des activités, dans un domaine complexe comme les conflits et le développement sont à encourager. Ces indicateurs montrent à quel point les efforts considérables ont été fournis par les organisations de mise en œuvre dans un contexte social, politique, économique et culturel très complexe du BET.

## Efficience du projet

La réflexion sur l’efficience du projet Ngla Ha portera principalement sur la gestion du projet, à travers l’analyse de l’exécution des ressources financières, humaines et matérielles et l’efficience de du management du projet. Cependant, il faut noter que l’équipe d’évaluation n’ait reçu aucun rapport financier du projet. Les analyses se limiteront donc à des informations obtenues lors des entretiens avec les différents responsables du projet.

### Allocation budgétaire et exécution

En se référant au Prodoc du projet, les partenaires de mise en œuvre du projet Ngla Ha ont adoptés une planification de gestion axée sur le résultat. Financé à hauteur de 3000 USD, la programmation budgétaire a tenu compte du volume des activités par rubrique. Ainsi, le résultat 1 consacré au développement économique à travers les projets collectifs et les appuis directs aux bénéficiaires consomme le budget à hauteur de 1102,625 USD. Cette planification est tout à efficiente parce qu’il s’agit des constructions des ouvrages tels que les magasins communautaires, les réhabilitations des centres de santé et écoles, des salons de coiffures ou les achats matériels tels que les motopompes, etc. qui nécessitent des moyens conséquents. Ensuite, vient la rubrique coût supplémentaire (1067,984 USD). Le volume budgétaire de cette deuxième budgétaire est également justifié parce qu’elle tient compte de beaucoup de paramètre tel que la prise en charge des staffs du projet, l’achat des véhicules, des carburants, le suivi des activités sur le terrain. Puis le résultat 2 a été budgétisé à 633,129 USD pour assurer la prise des participants aux ateliers dans les localités concernées ainsi qu’à N’Djamena, et les missions de terrain conjointes pour une meilleure appropriation de la feuille de route. Le graphique ci-dessous donne les détails de cette planification budgétaire.

Graphique 12 : Répartition budgétaire par résultat

En ce qui concerne l’exécution budgétaire, l’évaluation ne peut fournir une analyse approfondie du fait que les rapports financiers n’ont pas été transmis par le commanditaire à l’équipe du CRASH. Néanmoins, les entretiens avec quelques responsables du projet ont permis de noter que le financement de 3000 dollars par le PBF a permis de couvrir l’ensemble des coûts prévus. Les différentes rubriques ont été exécutées et ont permis d’atteindre les résultats escomptés.

De ce fait, l’exécution du budget a permis de poursuivre le travail entamé par d'autres initiatives précédentes et de renouveler le soutien aux activités génératrices de revenu, notamment en apportant un financement de crédit aux projets portés par les femmes. Le dispositif de subvention a également permis de financer des initiatives élaborées par les comités locaux. Ainsi, suite au diagnostic, d'autres activités ont été réalisées : à Ounianga Kébir, la réfection des bâtiments scolaires au lycée et collèges, la construction d’un hangar à l’école primaire pour abriter les élèves aux heures de récréation, la mise en place des associations villageoises d’épargnes et de crédit (AVEC) (10 groupes de 25 membres chacun). A Faya, la réhabilitation de l’aire d’abattage, la réalisation de forage équipé du système solaire et la construction d’une fosse septique à l’abattoir, l’organisation d’un tournoi de football de consolidation de la paix et de la cohabitation pacifique et la transformation du hangar de la délégation de l’éducation en bureaux et salle de réunion. A Gouro, la réalisation du diagnostic communautaire, la mise en place des comités locaux, la mise en place des groupes AVEC (10 groupes de 25 membres chacun).

Des réunions présidées par le gouverneur et le préfet ont été régulièrement organisées à Faya pour faire un état des lieux de l’avancement de l’intervention. Les délégués provinciaux concernés (santé, éducation, environnement, mines et géologie) ont été consultés et impliqués dans la mise en œuvre des projets collectifs dans leurs provinces respectives.

Au niveau national, les rencontres ont été coordonnées par l'agence lead en impliquant toutes les parties prenantes, y compris le gouvernement à travers les points focaux du projet, le RCO et les partenaires de mise en œuvre. Il est également à souligner l’organisation d’une rencontre inédite entre les chefferies traditionnelles du BET (Borkou, Ennedi Ouest/ Est, et Tibesti) a Faya sur le thème de la gestion des conflits liés aux ressources naturelles.

Le projet a été soutenu par la forte implication de la Société Nationale d’Exploitation Minière et de Contrôle (SONEMIC) dans l’élaboration de la feuille de route. La SONEMIC qui œuvre déjà pour la promotion de l’exploitation pacifique de certaines ressources naturelles à travers l’octroi de permis et une meilleure régularisation des sites aurifères notamment à Kouri Bougoudi (Tibesti) a apporté un appui technique. La feuille a complété les efforts des autorités pour une meilleure gouvernance des activités aurifères et des autres ressources naturelles, en prenant en compte les recommandations des communautés (jeunes hommes et jeunes femmes, femmes chefferies) qui sont les premières concernées par les conflits autour de ces ressources contestées.

### Efficience du management du projet

Le management basé sur la gestion axée sur le résultat par les organisations de mise en œuvre a été efficient. Dans l’organisation pratique des activités, une répartition de deux résultats phares dont le 1er piloté par HI et le 2e par l’OIM a permis aux deux organisations de mener à bon port les actions. Il a été signalé aussi une bonne collaboration entre les deux institutions dont le professionnalisme n’est plus à démontrer. Le management a été aussi globalement efficace et efficient au niveau de l’implication assez forte de l’Etat à travers ses services déconcentrés, mais aussi les points focaux représentant les différents ministères. Lors des entretiens, les points focaux des différents ministères ont reconnu avoir été associés à plusieurs missions de suivi sur le terrain pour s’en acquérir des réalisations faites.

En dépit de ce de management efficient, il convient de noter quelques facteurs externes ayant impactés le cours des activités. En ce qui concerne le contexte d'intervention, la détérioration de la situation sécuritaire au nord du pays déterminée par la menace du groupe FACT a provoqué la relocation des staffs de l’équipe projet vers N’Djamena pendant un mois dans la phase de démarrage du projet. Ceci a causé un léger retard, étant donné que ces incidents se sont déroulés juste après le lancement des activités.

Le turnover et le remplacement du personnel administratif au sein des institutions locales a réduit l'efficacité et l'impact de l'intervention. Par exemple, certains agents de l'État qui avaient reçu une formation sur la gestion des déchets solides et liquides et les pratiques de recyclage dans le cadre d'un projet de la GIZ ont été remplacés pendant la mise en œuvre du projet Ngla-Ha, alors que leurs compétences auraient pu être exploitées et mises en valeur. Ces obstacles à l'amélioration de l'efficacité du projet ne relèvent pas de la responsabilité de OIM/HI mais devraient néanmoins être pris en compte dans la mise en place des interventions à venir, pour anticiper les risques d'une mauvaise coordination et renforcer la synergie avec les partenaires locaux.

La réticence des populations locales vis-à-vis des ONG et des représentants de l'État a été l'un des principaux obstacles auxquels le projet a été confronté. Dans ce contexte d'intervention particulier, les activités de projet ont été mises en œuvre en concertation avec les partenaires et les différents acteurs locaux. Cette stratégie paraît d'autant plus adéquate dans un contexte de faible présence de l'État, afin de renouer un lien de confiance entre la population et les autorités à différents niveaux administratifs, et de réhabiliter en même temps la capacité d'action de ces acteurs locaux.

Lors de l'évaluation finale, certains interlocuteurs se sont interrogés sur l'efficacité de ces partenariats entre les différentes parties prenantes dans le cadre du projet Ngla-Ha en raison d'une approche qui serait trop technique, et qui ne permettrait pas de prendre en compte les aspects sociaux et politiques de la gestion des ressources naturelles dans ces régions périphériques du pays. Selon certains interlocuteurs interpellés, c’est l’ensemble de l’État et pas seulement le ministère des mines qui devrait être davantage impliqué pour proposer des stratégies à court terme et à moyen terme pour accompagner le développement de la région.

D'autres interlocuteurs ont souligné les dysfonctionnements dans la gestion et l'attribution des marchés dans le cadre du programme Ngla-Ha, notamment avec les petites entreprises recrutées pour la réalisation de certains ouvrages comme la construction des centres de santé et de l'hôpital de Dozanga. Comme le réfère l'une des personnes interviewée :

*« A Ounianga, le prestataire est venu construire un magasin sans faire des étagères. Il a livré le bâtiment et il est parti. Un magasin sans étagères n’est pas un magasin. Ce sont des détails qui ne sont pas pris en compte s’il y a pas un suivi sur place ».*

Ces problèmes pourraient être résolus en renforçant la présence de l'équipe de projet sur le terrain , comme affirmé pendant les entretiens :

*« Un projet ne peut pas siéger à N’Djamena et dire qu’il intervient à Fada... Il faut qu'il y ait une représentation quand même, une antenne pour vraiment être sur le terrain, et avoir une vision précise des réalités locales. Cela pourrait améliorer la qualité des évaluations et du suivi des activités du projet ».*

## Impact du projet

L’analyse d’impact s’appuiera sur la théorie de changement développée par le projet. Pour rappel, la théorie de changement du projet part de l’hypothèse selon laquelle « si le renforcement de la confiance entre les différents acteurs aux niveaux local et national à travers la création des structures de consultation et des propositions conjointes pour la gestion des conflits liés à la gestion des ressources naturelles, la mobilisation des ressources traditionnelles de médiation et le renforcement des capacités des autorités administratives et militaire ; alors la confiance entre l'État Tchadien et ces communautés locales sera rétablie par un climat plus pacifié et durable».

### Impact sur le développement institutionnel

Le projet devait contribuer à la création des structures de consultations et de proposition conjointe à la gestion des conflits liés aux ressources mais aussi à la mobilisation des ressources traditionnelles de médiation des conflits.

L’évaluation a permis de constater qu’effectivement, à la fin du projet, quatre (4) comités locaux ont été formés et sont aujourd'hui fonctionnels dans les localités de Faya, Ounianga Kébir, Gouro et Yébibou. Le projet a également accompagné la mise en place d'un comité mixte composé du point focal du ministère des Mines et la Géologie, d’un membre de chacun des quatre comités locaux, d’autorités locales et des représentants des femmes et des jeunes.

Le projet PBF a soutenu en octobre 2022 l’élaboration d’une charte de gestion traditionnelle des conflits en partenariat avec le comité de paix provincial du Borkou. Le document permettra une formalisation des mécanismes utilisés par le comité de paix, mandaté par le gouvernorat, dans la résolution de conflits y compris ceux liés aux ressources naturelles identifiés à Miski (or), Moudounga (gypse) ou encore Kaourchi (natron).

Par ailleurs, les activités de promotion et consolidation de la paix se sont organisées autour du principe des "dividendes de paix", en mettant en place des initiatives locales qui sont le résultat d'un long processus d’identification des besoins par les communautés, suivi d’une validation par les comités locaux dont les membres sont les autorités, les leaders communautaires, les femmes et les jeunes. Il s'agit d'initiatives diversifiées tels que l'organisation du tournoi et les caravanes médicales permettant de rétablir une stabilité au niveau régional en vue d’une reprise des services de bases (santé, éducation...) mis à l’arrêt depuis les affrontements de 2018.

L'évaluation finale du projet montre que les activités de promotion de la paix mises en place dans le cadre du projet Ngla-Ha ont initié une dynamique locale et favorisé l'engagement et la prise d'initiative des acteurs concernés. Ainsi, aux activités de prévention et médiation des conflits s'est ajouté en 2022 une rencontre de tous les chefs de canton du BEET par le Dirde (Sultan des Toubou du Tibesti) en concertation avec les autres autorités traditionnelles de la région pour discuter sur la question de la paix et du vivre ensemble.

La perception des bons résultats et de l'impact positif des activités de projet sur la stabilisation de la région est confirmée par les données recueillies dans l'étude endline réalisée en juin 2023.

Les bénéficiaires on rejoint des groupes de discussion avec les chefs de canton, les jeunes, les ambassadeurs de paix, les groupes des femmes. Des activités de formation en prévention et gestion des conflits ainsi que de communication non violente ont été adressées à différentes catégories de bénéficiaires (jeunes hommes et femmes, autorités, force de sécurité, chefferies traditionnelles…) à Kouba, Batadjanna et Wouloumanga (Borkou), à Gouro (Ennedi Ouest) pour une audience mixe (forces de sécurité, autorités, femmes, jeunes, membres du comité local…) et à Fada pour les membres des comités de paix des quartiers (Ennedi Ouest). Structurées en cinq modules, ces formations ont abordé différentes thématiques sur la gestion des conflits (médiation, communication, résolution des conflits, négociation et stratégies face aux conflits). Au total, plus de 444 personnes ont été formées dont 226 femmes. Tous ces différents lieux font face à un certain nombre de conflits liés à l’exploitation des ressources naturelles telles que l’or, le gypse, le natron ou bien les rares points d’eau.

Les activités ont été appréciées en raison des nouvelles méthodes de travail et approches pour la promotion de la paix. Par exemple, des semaines de paix en milieu scolaire ont été organisées dans 4 localités, Faya, Fada, Bardai et Zouar suite à une demande du responsable de l'éducation de Faya. Dans ce cadre, les élèves de différents établissements et localités se sont réuni pour participer à des compétitions, de dictées, de lectures, etc. Ces initiatives ont été jugées très motivantes. Le projet a aussi facilité l'organisation d'émissions radiophoniques sur la gestion de conflit à Faya et Fada, ainsi que la réalisation d'un documentaire sur le travail mené par les commissions dans la gestion pacifique de conflits de Faya. C'est le caractère innovant de ces initiatives qui a été particulièrement apprécié. Comme l'a dit un membre d’un comité de paix de quartier en Septembre 2022,

*« nous faisons régulièrement de la médiation, mais ces échanges avec l'équipe du projet nous permettent d’envisager d’autres techniques que nous n’avons pas l’habitude d’utiliser ».*

### Impact socioéconomique et communautaire

Au niveau de l’impact socioéconomique et communautaire, le projet a soutenu les communautés des zones d’implémentation à travers la construction des magasins communautaires, la réhabilitation des centres de santé et des écoles, l'installation de moulins, la réhabilitation de routes et le reboisement des axes de communication. Ces activités répondent aux besoins qui ont été identifiés et validés par les comités locaux.

Le projet a réussi à renforcer les capacités de la population locale dans l'agriculture et le marécage. Comme le témoigne l'une des personnes interviewées :

*« Aujourd'hui on produit plus, alors qu'avant il fallait attendre les voitures d'Abéché pour trouver de l’oseille, du piment, des tomates. Même les gombo frais, tout maintenant est accessible ici et tous les jours on trouve les légumes au marché ».*

Sur 35 groupements de petits producteurs et associations recensés avec leur plan d’action, 91% sont des groupements féminins, 3% des groupements de jeunes et 6% sont des groupements mixtes. Le financement de cette action a été donc plus orienté dès la première année vers les groupements féminins et les jeunes.

L'évaluation montre que la stratégie d'intervention a été adaptée au contexte local, et cela a permis d'améliorer l'impact du projet dans son ensemble. Par exemple, à Ounianga comme dans d'autres localités, les femmes ont bénéficiés des salons de coiffures et de la construction d’une alimentation. Cela a permis à ces femmes de se prendre en charge.

Les données quantitatives de l'évaluation montrent que le revenu mensuel moyen a augmenté de 31,1% dans l’Ennedi Ouest (66 977,27 F CFA avant le projet et 87 820,88 F CFA actuellement), même si le revenu moyen mensuel dans cette région reste le plus bas par rapport à l'ensemble des zones d'intervention du projet. La progression a été de 9,3 % dans le Tibesti et de 6,8% dans le Borkou. De manière générale, le projet a permis une progression de 10,8% du revenu mensuel des bénéficiaires.

L’appui des communes, préfectures et gouvernorats en kits informatiques, fournitures et consommables de bureau, installation de l’énergie solaire et la formation en informatique ont permis de renforcer les capacités de ces structures. Les rapports de projet rappellent qu'avant, pour assurer l’impression ou la copie de documents administratifs (notamment l'enregistrement et la délivrance des actes de naissances), un porteur devait effectuer le déplacement de Faya à plus de 230 Km pour bénéficier de ces services.

Au-delà des travaux de construction, le projet a aussi réussi à adopter une stratégie qui consiste à fédérer les acteurs autour d'une initiative donnée (comme l'amélioration de l'accès aux services de base, ou la sensibilisation sur les risques liés aux maladies sexuellement transmissibles) pour créer du lien entre acteurs auparavant en conflit autour d'un intérêt partagé. Ainsi, l’équipe projet s’est associé avec l’AJBET (Association des Jeunes du BET) afin d’organiser une caravane médicale chargée de sensibiliser sur les risques des maladies sexuellement transmissibles (MST) et l’utilisation des produits chimiques dans les sites aurifères (2000 personnes ont été sensibilisées, dont environ 40% de femmes) et d’organiser des dépistages volontaires au VIH (Virus de l'immunodéficience humaine) (473 personnes dépistées, dont 103 femmes) et à l’hépatite B (170 dépistés dont 80 femmes). Cette stratégie de fédération a permis également d’initier en collaboration avec les acteurs clés du conflit de Miski,

En initiant une collaboration entre les acteurs clés du conflit de Miski, qui est depuis 2018 une zone inaccessible au gouvernement, la caravane médicale a pu se dérouler grâce à la collaboration des autorités administratives (Gouverneur du Tibesti, préfet de Yebibou), service de sécurité, la Délégation sanitaire du Tibesti, les chefferies traditionnelles de Miski et du comité de l’autodéfense malgré l’accès difficile à Miski. Cet événement est le résultat d’un souhait partagé par la communauté qui fait face à de nombreux défis sanitaires du au retrait de l’État à la suite des affrontements (2018-2019).

Une 2eme caravane médicale a été organisée à Miski Centre en juillet 2022, toujours à travers un partenariat avec l’AJBET. Cet exercice a permis de proposer un dépistage anonyme, volontaire du VIH (Virus d’Immunodéficience Humaine) 186 personnes (23 femmes) et à l’hépatite B 288 personnes (23 femmes).

La stratégie est donc d’utiliser ce genre de connecteur afin de renforcer la coopération entre ses acteurs qui sans ce genre d’activité n’ont pas vraiment d’interaction. Leur engagement à travers le comité de médiation permettra également de continuer les discussions concernant les conflits liés aux ressources naturelles une fois le projet clôturé.

En conclusion, le projet PBF a posé des jalons visibles à travers le développement institutionnel des structures de gestion et médiation des conflits et l’appui socioéconomique des zones du projet. Ces actions ont été bien appréciées par les communautés ainsi que les autorités administratives. Ces structures ont permis sans doute aux communautés de prévenir, gérer les conflits qui se sont survenus pendant la mise en œuvre du projet. Cependant, il faut reconnaitre que l’ensemble de ces actions n’ont pas encore véritablement renforcé le climat de confiance entre les autorités administratives et les communautés. Au regard des dernières tensions (2023) qui sont déroulées dans la zone de Miski où les autorités ont interdit l’approvisionnement en eau dans les sites d’exploitation minière montre que le pari est loin d’être gagné. Autrement dit, la réalisation de la feuille de route et les comités de gestion mis en place par le projet ont montré encore à rapprocher les deux protagonistes qui sont l’Etat et les communautés de Miski. Malgré ces limites, il faut saluer les efforts et noter aussi que les projets de développement et de changement de comportement s’inscrivent dans la durée et méritent de multiplier perpétuellement les efforts.

## Durabilité du projet

En termes de durabilité et donc de pérennisation des actions mises en œuvre par le projet Ngla Ha, les autorités administratives (à travers les services déconcentrés de l’Etat), communales (à travers les différentes communes des trois provinces), traditionnelles (à travers les chefferies traditionnelles) et les communautés locales (à travers la participation des jeunes et des femmes) ont été largement impliquées tout le long du processus. De par ses objectifs, le projet Ngla Ha s’est beaucoup appuyé sur les services déconcentrés de l’Etat, les communes et les chefferies traditionnelles qui, à leur tour, ont contribué de manière significative à la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de ce projet. De même, les acteurs publics, communaux et coutumiers ont encouragé la pleine participation des bénéficiaires au projet visant ainsi à la pérennisation des acquis et des réalisations du projet Ngla Ha.

*« Il y a un comité technique qui est composé des représentants des points focaux des ministères, qui travaille avec les ministères en charge des affaires étrangères, de l'intérieur, du plan et des mines. C'est un comité technique qui coordonne les activités du projet. On a effectué 2 missions sur le terrain pour voir les réalisations. Ils sont basés à N’Djamena. Mais ils ont effectué 2 missions sur le terrain pour voir les réalisations du projet et il y a le représentant des PBF aussi dans les comités techniques »*

Les services déconcentrés de l’Etat ont joué et continuent de jouer un rôle de premier plan dans la pérennisation des actions du projet. Leur connaissance du contexte local et des enjeux liés aux ressources naturelles et aux conflits les place au cœur de la durabilité des acquis du projet. En s’appuyant sur leur expertise, le projet Ngla Ha ouvre ici la voie à la durabilité de ses actions à travers les services déconcentrés de l’Etat.

La mise en place de comités locaux de médiation, de gestion des conflits et mécanismes d’alerte (au niveau provincial et local), la construction ou la réhabilitation d’équipements collectifs comme les centres de santé, les salons de coiffure, les jardins communautaires contribuent ainsi à pérenniser les actions du projet grâce à l’implication des bénéficiaires directs. Le comité provincial de médiation de Faya, pour ne prendre que cet exemple, a bénéficié de formations en médiation et gestion des conflits, leur local a été réhabilité et équipé mais ce local est malheureusement aujourd’hui occupé par le Groupement mobile et d’intervention de la police (GMIP) récemment dépêché à Faya pour contenir des manifestations. Les provinces du Borkou, de l’Ennedi Ouest et du Tibesti sont connues comme étant des zones conflictuelles et qui abritent à la fois des ressources naturelles importantes et des groupes armés. Si le projet Ngla Ha a réussi à y implanter des comités de médiations, cela constitue une véritable avancée pour les communautés locales. Ces comités locaux fonctionnent notamment grâce à l’implication et la participation active des autorités coutumières, très écoutées et respectées dans les localités des trois provinces où est mis en œuvre le projet.

*« Parce que nous, en suivant la promotion de la consolidation de la paix, on a travaillé beaucoup plus avec les chefferies traditionnelles. On a organisé des séances de discussion sur différents modules des gestions de conflits par exemple la médiation, la communication, la résolution des conflits, communication, médiation, négociation et stratégie face aux conflits. à travers 5 modules, on a organisé des séries de formation dans les différents localités. Ensuite après les activités qu’on organise on demande toujours l’appréciation des participants »*

Nous voyons ici que l’implication des chefferies traditionnelles dans les actions du projet permet d’échanger des idées et des techniques sur la médiation et la résolution des conflits. Cela permet non seulement de donner de la considération aux chefs traditionnels mais en même temps ces derniers s’impliquent davantage et, par leurs actions futures, rendent assurent la durabilité du projet.

La construction des magasins communautaires, et surtout ceux destinés à y stocker des tourteaux, et leur appropriation par les bénéficiaires et les communautés participe ainsi d’une stratégie de pérennisation et de durabilité des actions du projet mis en œuvre par l’ONGI Humanité Inclusive (HI) et l’organisme onusien Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). En effet, les communautés rencontrées durant notre séjour pour la collecte des données disent du bien des infrastructures communautaires réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet. Ces infrastructures viennent donc combler un vide et resserrer ainsi les liens des communautés souvent divisées par des conflits latents ou réellement existants. C’est dans ce sens que l’édile de la ville de Gouro, qui est une dame il faut le souligner, affirme ceci :

*« Pour le magasin de tourteaux, ils nous ont donné 100 sacs de tourteaux à vendre pour la population. Nous on va vendre moins cher par rapport au coût sur le marché. Si ça finit on va acheter autre chose pour le bien de la population. Là aussi on va diminuer le prix. Mais actuellement le tourteau n’est pas encore fini. Ce magasin communautaire c’est pour le bien de la population. Il y a un comité de gestion de ce magasin; la maison des groupements des femmes est en construction, ils n’ont pas encore fini»*

La mise en place d’un comité de gestion du magasin communautaire par les groupements montre clairement la volonté des communautés de rendre durables les acquis du projet Ngla Ha. Et l’exemple de Gouro dans l’Ennedi Ouest n’est qu’un cas parmi tant d’autres.

Une autre activité du projet NGla Ha dont les acquis seront durables et pérennes selon les bénéficiaires et quelques membres du staff rencontrés, c’est la mise en place des ambassadeurs de la paix dans chaque province d’actions. D’abord, le choix porté sur la jeunesse comme ambassadeurs de la paix est un choix plein de sens et qui est susceptible de faire perdurer les acquis du projet.

Les formations en gestion des conflits liés aux ressources naturelles données pendant la phase de mise en œuvre du projet Ngla Ha sont de nature à durer de par leur pertinence, les thématiques abordées et les acteurs formés. En effet, ces formations sont très appréciées par les bénéficiaires directs et les bénéficiaires indirects du projet qui y trouvent matière à réflexion. Les bénéficiaires des formations reconnaissent unanimement que celles-ci les aideront à mieux gérer les conflits liés aux ressources naturelles et même d’autres conflits. C’est le cas par exemple du représentant du Derdeï rencontré à Faya. D’après ce notable de la ville de Faya, le projet Ngla Ha est un projet qui vient combler le déficit laissé par l’Etat tchadien notamment sur les questions liées à la résolution des conflits et à la gestion des ressources naturelles. Les actions du projet visent donc à renforcer le rôle des autorités coutumières et traditionnelles. Et la construction par le projet d’un bureau pour le comité local participe de cette volonté de rendre durables les activités du projet. D’ailleurs, à leur niveau, ils ont déjà pris les dispositions nécessaires pour la pérennisation des acquis du projet. C’est par exemple l’utilisation des techniques de médiations apprises pendant les formations et qui ont servi à négocier avec les habitants de Faya lors d’un conflit foncier qui les opposait aux services étatiques. Ce sont de tels témoignages qui montrent que les acquis du projet Ngla Ha dureront dans le temps.

En fin de compte, nous voyons bien que le projet Ngla Ha a jeté les jalons de la pérennisation et la durabilité de ses actions. Ces jalons se mesurent aux infrastructures communautaires construites, aux formations dispensées et surtout à la feuille de route de gestion et résolution des conflits liés aux ressources naturelles dans les trois provinces à savoir le Borkou, l’Ennedi Ouest et le Tibesti. L’appropriation de ces acquis par les bénéficiaires directs et indirects du projet constitue ainsi un gage de durabilité et de pérennisation.

## Les critères transversaux

Les questions transversales sont celles communes à toutes les interventions. Leur prise en compte dans la conception et mise en œuvre des projets est très importante pour mesurer certains impacts à court, moyen et long terme. Pour cette évaluation, il s’agit d’évoquer la question genre, la sensibilité liée au temps de mise en œuvre du projet, la sensibilité aux conflits dans les approches développées et la tolérance liée aux risques et à l’innovation.

### La question genre

Parlant du **genre**, un effort considérable a été fait pendant la conception du projet pour tenir compte de l’ensemble de couche sociale. Dans la documentation des acquis du projet, il a été révélé que : «la participation remarquée et engagée des femmes dans la mise en œuvre des différents projets est un indice de satisfaction face à la pesanteur socio culturelle qui régule les schèmes de comportements et freine l’élan des femmes à s’impliquer pleinement dans la vie des communautés. Dans différentes localités d’intervention, les femmes se prononcent et donnent leurs avis et considérations sur un fait de société comme dans l’analyse de typologie de conflits et la mise en place des mécanismes de gestion et prévention des conflits. Ceci a notamment été le cas lors de l’élaboration de la feuille de route pendant laquelle les femmes ont clairement proposé des solutions pour une exploitation pacifique de l’or telles que l’organisation de sensibilisations sur le droit fonciers ou encore l’élaboration d’un plan d’action d’investissement des revenus liés aux ressources minières.»[[10]](#footnote-10) Les voix des femmes sont entendues au sein des comités. A Faya, le comité local est dominé par les hommes avec une proportion de 4 femmes (11%), Ounianga Kebir (14%); à Gouro (49%) et enfin à Yebibou (50%).[[11]](#footnote-11)

Si on se réfère aux résultats de l’évaluation, 47,37% des répondants sont des femmes. Malgré les pesanteurs socioculturelles dans ces zones, les femmes se sont prêtées aux jeux de question de l’évaluation. En termes de représentativité des femmes, en moyenne, un comité local est composé de 11,76 membres dont 4,80 femmes, soit une proportion des 40,79% ; la meilleure représentativité féminine est dans le Tibesti (47,71%) et le Borkou (45,16%). En dépit des biais qui pourraient exister comme signalés dans les limites de l’évaluation, cela montre bien que les femmes font partie intégrantes des comités locaux mise en place, de ce fait, elles participent dans une certaine mesure à la consolidation de la paix de leurs localités. A cela s’ajoute la présence de quelques femmes à la tête des comités locaux comme c’est le cas à Gouro et à Ounianga Kebir dans l’Ennedi Ouest où les deux femmes sont les présidentes desdits comités.

Etant donné que la notion de genre ne renvoie pas seulement aux femmes, mais aux autres groupes vulnérables, l’évaluation s’est penchée sur la participation de ce groupe. A ce niveau aussi, les efforts du projet sont réels à travers la construction des salons de coiffure aux jeunes ou les centres de formation en informatique. Cependant, au sein des comités de locaux de médiation, les jeunes sont moins présentes. Par exemple à Faya, le Conseil Provincial des Associations des Jeunes de Borkou qui regroupe plusieurs organisations des jeunes n’est pas représenté dans le comité local. Or, c’est une plateforme de la jeunesse qui aurait été utile au sein du comité sur des questions importantes comme la cohabitation pacifique et la gestion des conflits. Cela a été perçu par ces derniers comme un manque de considération des jeunes comme l’atteste un des membres : « je ne pense pas qu'il y a des jeunes qui sont vraiment intégrés dans ces comités. Ces comités sont constitués beaucoup plus par des chefs de quartiers, des chefs de carré. Chez certaines personnes de ressources, même des sages ainsi de suite. Il n'y a pas de considération des jeunes, parce qu'il faut mettre les jeunes dans ces comités.»[[12]](#footnote-12)

Enfin, en ce qui concerne les groupes vulnérables (handicapés, pauvres, enfants, etc.) même s’ils n’ont pas été impliquées directement les actions du projet, bénéficient tout de même des actions du projet telles que la réhabilitation des centres de santé, des écoles (à Gouro).

### La sensibilité liée au temps du projet

Les questions aussi importantes comme la consolidation de la paix par le dialogue ne peuvent pas être régler par une intervention d’une durée aussi limitée. A ce propos, cet interlocuteur pense à juste titre :

*«Nous demandons la reconduction du projet. Le projet est venu et a mis quelque chose à laquelle la population à adhérer. Mais on remercie le projet d’avoir mis sur la table cette question. On la remercie entièrement parce que cette question était sous-traitée à l’époque. A mon avis, le volet réel de la question n’est pas encore exécuté. Elle a commencé mais elle n’est pas développée, elle n’est pas finie.»[[13]](#footnote-13)*

Il faut donc partir de l’hypothèse que l’introduction du projet dans le BET est un premier pas à saluer et à encourager. L’ensemble des acteurs rencontrés ne remettent pas en cause la durée du projet tel que prévue par les partenaires de mises œuvre, car l’exécution des projets dépende très souvent des financements des bailleurs de fonds avec leurs exigences en termes d’enveloppe. Les acteurs rencontrés ainsi que les partenaires de mise en œuvre sont conscients de cette contrainte. Malgré, ce temps limité, les porteurs du projet ont pu réussir à réaliser l’ensemble des actions prévues dans toutes les localités sélectionnées. Cela témoigne aussi leur capacité de management et d’organisation.

Cependant, tout le monde est conscient du fait que les projets de développement ayant pour but le changement des mentalités et de comportement demandent plus de temps et surtout de la constance. C’est pourquoi, l’ensemble des interlocuteurs pensent que les partenaires de mise en œuvre (OIM et HI), les bailleurs de fonds et l’Etat tchadien doivent continuer à réfléchir à initier d’autres initiatives similaires pour espérer d’ici dix (10) à quinze (15) un changement véritable aussi bien dans les rapports pacifiés entre les communautés que dans le développement de ces zones à travers une gestion efficace des ressources naturelles.

### La sensibilité relative aux conflits dans les interventions

L’implémentation d’un projet sur la paix et la gestion des conflits nécessite une approche d’intervention appropriée liée à la capacité interne des partenaires de mise en œuvre. De prime abord, l’OIM et HI sont deux organisations de renommées internationales ayant eu par le passé une expérience dans les interventions similaires. A ce propos par exemple, ce même type de projet a été déjà expérimenté dans la province du Lac par le Consortium OIM/UNHCR/FAO. Le HI a également mis en place un grand projet de déminage (ProDeco) dans le Nord avec le volet sur la prévention des conflits. Ce sont donc des organisations qui sont outillés et compétentes sur des techniques en matière de gestion, prévention des conflits. Cela a été constaté sur le terrain où ces organisations ont recrutés des mobilisateurs communautaires issues des localités d’implémentation et ayant de très bonne expérience des conflits et une bonne connaissance des localités. La connaissance des réalités sociales, économiques, culturelles et politiques de ce personnel est importante pour approcher les communautés.

Le projet a développé une approche, appelée la transformation des conflits. En effet, l’approche transformationnelle des conflits consiste à identifier les racines d’un conflit et à agir en conséquence pour que ce conflit n’explose pas. Ceci a été défini par un des responsables du projet :

*« nous avons l'approche de transformation des conflits. C'est-à-dire qu'on cherche à identifier les causes et la racine du conflit et on joue sur cette racine pour que le conflit ne se réalise pas, ne se produit pas ? Par exemple, on a remarqué qu'il y a beaucoup de personnes qui se promènent peut-être avec des armes blanches dans le BET. Qu'est-ce qu'il faut faire ? Il faut arriver à organiser des rencontres communautaires où vous allez dire aux usagers qu’avant de rentrer sur cet espace, on a un endroit où vous pouvez déposer vos armes blanches. Cela peut amener progressivement la personne à se débarrasser de son arme blanche.»*

Pratiquement, la mise en place des comités locaux de médiation, l’implication des autorités administratives, traditionnelles et religieuses dans les actions du projet répondent à cette sensibilité liée aux conflits. Cette stratégies a permis au projet par exemple d’impliquer les communautés dans les diagnostics communautaires ou encore l’élaboration des feuilles de route pour une gestion efficace des conflits. A titre illustratif, le rapport narratif du projet indique par exemple que :

*« cette période de rapportage a principalement été focalisée sur la finalisation de la 1ere ébauche de la feuille de route pour une meilleure gestion des conflits liés aux ressources naturelles. A cet effet, des consultations ont été organisée au Tibesti (Zouar, Zouarke et Bardai), dans l’Ennedi Ouest (Kalait, Ounianga Kebir, Gouro et Fada) et au Borkou (Faya, Kirdmi, Batadjenna, Wouloumanga et Kouba). Mise à part le recueil de recommandations auprès des acteurs clés (femmes, jeunes, autorités, chefferies), cet exercice a surtout permis d’élargir la prise de conscience sur l’ampleur des conséquences liées aux types de conflits mentionnés mais aussi sur la nécessité de trouver des solutions adéquates à ces défis. Nous notons également la forte implication de la Société Nationale d’Exploitation Minière et de Contrôle (SONEMIC) dans l’élaboration de la feuille de route. La SONEMIC qui œuvre déjà pour la promotion de l’exploitation pacifique de certaines ressources naturelles à travers l’octroi de permis et une meilleure régularisation des sites aurifères notamment à Kouri Bougoudi (Tibesti) apportera ainsi un appui technique.»[[14]](#footnote-14)*

En conclusion, l’évaluation n’a pas eu à documenter sur les limites de cette approche du projet. Ce qui suppose que cette approche a bien marché et a produit des incidences significatives dans le déroulement des activités du projet.

### La sensibilité liée aux risques et aux innovations

Les principales questions d’évaluation à ce niveau reposent sur la prise en compte des risques et le caractère innovateur du projet.

Selon la documentation fournie par le projet, une analyse détaillée des risques inhérents au grand BET a été faite. Globalement et au regard des réalisations faites ainsi que du niveau de satisfaction dégagé par les bénéficiaires, l’analyse des risques a permis de développer les stratégies qui, semblent bien fonctionner. Pour illustrer nos propos, les risques de faible participation des communautés ont été largement contenues par stratégie de forte consultation et d’implication des bénéficiaires dans les activités phares telles que la mise en place des comités locaux, les diagnostics communautaires, l’appui aux AGR. Pendant l’évaluation, il y a une disponibilité affichée des bénéficiaires à participer aux échanges avec l’équipe d’évaluation, ceci démontre à suffisance la maitrise de ce risque. De même, l’analyse du risque lié à l’indisponibilité des acteurs et à la faible implication des femmes au regard du contexte culturel a permis de développer une approche de collaboration directe avec les autorités administratives. Elle a permis justement de mobiliser plus rapidement les bénéficiaires aux actions du projet, mais également d’amener les autorités à laisser les femmes s’exprimer et participer aux cotés des hommes. Un des bénéficiaires apprécie à juste titre cette approche :

*« Moi personnellement, j’ai fait quatre ans dans l’Ennedi ouest. En mes débuts, j’ai vu qu’il était difficile que les femmes soient associées à certaines activités publiques. Ce sont des femmes courageuses mais, on ne leur donne pas trop cette possibilité. Avec ce projet, je dirai qu’il y ait un début d’ouverture de mentalité. A Gouro ici, de plus en plus dans les rencontres, les femmes et les filles y sont invitées. Elles donnent leurs avis. C’est déjà pas mal.»[[15]](#footnote-15)*

Toutefois, le risque lié à un faible engagement de l’Etat et ses services déconcentrés demeure très probable. En effet, dans les discussions avec les acteurs sur le terrain, tout semble indiquer que la fin du projet peut entrainer cet état de fait. Parce que l’une des remarques pertinente réside dans le fait que la feuille de route qui devrait amener la responsabilité des autorités dans un processus de formalisation et d’institutionnalisation des ressources naturelles dont l’or reste peu exploitée. Des réponses à ce sujet restent très vagues, on a l’impression que les bénéficiaires parlent aisément des autres réalisations telles que les magasins communautaires, les réhabilitations des centres de santé, l’appui aux AGR que la question de l’exploitation. Et même à ce niveau, il faut rester prudent quant à la pérennisation de ces ouvrages par les services déconcentrés de l’Etat.

Sur le caractère innovant du projet, l’ensemble des acteurs interrogés sont unanime par le fait que c’était une première expérience du genre dans cette zone. Le grand BET en général n’a pas beaucoup bénéficié des projets et programmes et se démarque par une faible présence des ONG nationales ou internationales. L’une des choses aussi très appréciée par les communautés, ce sont évidemment les comités locaux et surtout l’implication importante de celles-ci dans les actions mise en œuvre. L’accent a été mis aussi sur la construction des magasins de tourteau et les réhabilitations des centres de santé, qui semblent être très nouveaux et appréciés par les communautés. Un des responsables confirme cela :

*« Ce qui est le niveau c’est ... les magasins de tourteaux. Auparavant, il y avait des interventions des humanitaires, ce n'est pas trop, mais les magasins de tourteaux, je pense que c'est une chose de nouveauté pour la zone. Et aussi, faire participer aussi à la communauté elle-même. Par exemple, on a réalisé un centre de santé, la Faya, et on a pu d'une manière et d’une autre, on a pu faire participer aussi la communauté. Nous on a construit le centre, la communauté elle-même s'est contribuée entre elle pour construire les murs les murs de cette …Et on a trouvé que c'est essentiel. Quelque chose que la communauté elle-même a participé donc il va veiller sur la pérennisation de cette réalisation. Je pense que c'est une nouveauté et je pense que pour les autres projets aussi il faut associer toujours la communauté elle-même. Voilà pour la réalisation des investissements.»[[16]](#footnote-16)*

# Leçons apprises

Un projet de développement d’une telle envergure comme le projet Ngla Ha se démarque par la durabilité des activités menées ou par les innovations apportées et quelques leçons apprises qui en découlent.

En termes de leçons apprises, le projet Ngla Ha se démarque des autres projets pour son approche innovante et l’implication des acteurs divers dans la réalisation des activités. Il faut tout d’abord souligner la spécificité des localités où sont mises en œuvre les activités du projet. En effet, les localités du Nord du Tchad sont des zones de nature hostiles et désertiques. De par leur éloignement, elles offrent très peu de possibilités de communication malgré leurs énormes potentialités en matière de ressources naturelles. Réussir à y implanter un projet de l’envergure du projet Ngla Ha est à saluer et à encourager. C’est donc une prouesse à mettre à l’actif de l’OIM et de HI qui ont su tirer profit des conditions difficiles qui entravent généralement le développement des régions du grand Nord tchadien. A ce stade, la leçon apprise est l’écoute, l’implication et la valorisation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet.

Ensuite, il importe de noter que le projet Ngla Ha a apporté à travers ses nombreuses réalisations un début de solutions aux difficultés des communautés locales. En effet, ces communautés vivent avec moins de ressources alors que leurs régions sont immensément dotées de richesses naturelles. En introduisant des formation sur la gestion des conflits liés à l’exploitation des ressources naturelles, même si les fruits tardent à venir, le projet Ngla Ha a ouvert ma voie à une résolution pacifique des conflits qui naitront plus tard autour des sites aurifères par exemple. Ici, la leçon apprise à retenir l’adoption des feuilles de routes visant à réduire les conflits autour des ressources naturelles comme l’or en se basant sur les acteurs et les initiatives traditionnelles.

Enfin, le projet Ngla Ha a initié le reboisement dans la ville de Faya, chef-lieu de la province du Borkou. Cette activité constitue une innovation certaine dans la région et elle a donné l’occasion à une association locale d’assurer la gestion des plants mis en terre. Cependant, la leçon principale qui découle de cette activité qu’il est possible de reboiser le désert pour peu que la volonté y soit et que les moyens d’accompagnement sont disponibles. L’implication des jeunes et leur responsabilisation montre clairement la volonté des partenaires internationaux comme l’OIM et HI à pérenniser certaines pratiques et à partager les bonnes manières de faire. C’est à travers l’appropriation de telles leçons que les acquis du projet pourront perdurer dans le temps.

Le processus de gestion des conflits liés à l’exploitation des ressources naturelles dans un contexte souvent tendu est un long processus qui mérite d’être traité avec sérieux. Le projet mis en œuvre dans les provinces du Borkou, du Tibesti et de l’Ennedi Ouest va dans cette direction et se présente clairement, au travers de quelques leçons apprises ci-dessus résumées, comme une réelle avancée malgré quelques difficultés rencontrées. Ces leçons apprises permettront ainsi de pérenniser dans le temps quelques acquis du projet et, surtout, quelques bonnes pratiques.

**Recommandations**

Malgré les avancées réalisées par le projet, la question des conflits en lien avec les ressources naturelles ou la difficile cohabitation entre les communautés et les autorités (locales et centrales) reste très prégnante au BET. Il importe à ce titre de :

1. ***Pour le consortium OIM-HI***

* Envisager la nécessité d’une suite à donner au projet, soit sous la forme d’un nouveau projet avec une présence plus forte sur le terrain pour garantir une phase d’appropriation ou un appui à des organisations locales capables pour assurer cette pérennisation, au moins sur 2 ans.
* Dans un contexte comme celui du BET, il est important d’approfondir d’avantage l’analyse et la compréhension du contexte socioculturel, notamment les stratifications sociale et les rapports de pouvoir pour garantir l’inclusion de toutes les couches, surtout les moins visibles
* Considérant, le contexte sécuritaire particulier du BET, l’absence d’infrastructures de communication et l’étendue des distances, il convient pour les actions futures de prévoir un temps d’exécution plus long (au moins 3 ans) et une présence opérationnelle plus marquée. La consolidation de la paix est un domaine complexe qui nécessite par ailleurs plus de temps.
* Continuer à mettre un accent sur l’appui aux projets infrastructurels collectifs surtout dans le domaine de l’eau potable comme moyen d’atteindre les communautés pour les fédérer autour des questions de paix et de cohabitation.
* Les actions de structuration, notamment à travers les comité locaux ou le comité mixte sont un début encourageant d’appropriation locale des actions de consolidation de la paix. Cependant, la jeunesse de ces structures appelle des actions supplémentaires pour les renforcer et les rendre plus pérennes.

1. ***Pour les autorités locales et centrales***

* Maintenir une proche collaboration, notamment à travers les structures locales mises en place par le projet et les appuyer techniquement pour leur permettre de continuer à jouer un rôle de premier ordre dans la prévention et la gestion des conflits.
* Garantir la mise en œuvre des initiatives comme la charte de gestion traditionnelle, la feuille de route et le code minier pour garantir une gestion concertée des ressources naturelles et prévenir les conflits y relatifs.
* Renforcer l’investissement infrastructurels dans le BET pour compléter les initiatives des partenaires au développement comme OIM et HI.
* Considérant le contexte sécuritaire particulier du BET, il importe de d’appuyer et soutenir les efforts de déploiement des acteurs de développement au profit des communautés.

1. Ladiba Gondeu, La Dynamique D’Integration Nationale : Dépasser la conflictualité ethnique d’un Etat entre parenthèse. [↑](#footnote-ref-1)
2. Entretien avec un bénéficiaire à Faya [↑](#footnote-ref-2)
3. Entretien avec un bénéficiaire au à Ounianga Kebir [↑](#footnote-ref-3)
4. Entretien avec un bénéficiaire à Bardaï [↑](#footnote-ref-4)
5. Entretien avec un bénéficiaire à Ouanianga Kebir [↑](#footnote-ref-5)
6. En avec le Représentant Directeur Pays HI [↑](#footnote-ref-6)
7. Entretien avec le Directeur de l’ONG 4 Trop [↑](#footnote-ref-7)
8. Entretien avec le Représentant du Chef de canton à Kirdimi [↑](#footnote-ref-8)
9. Entretien avec le Chargé de mobilisation communautaire à N’Djamena [↑](#footnote-ref-9)
10. Rapport narratif du projet, mai 2023 [↑](#footnote-ref-10)
11. idem [↑](#footnote-ref-11)
12. Focus avec les membres du bureau du Conseil Provincial des Associations des Jeunes du Borkou [↑](#footnote-ref-12)
13. Entretien avec un point focal d’un ministère à N’djamena [↑](#footnote-ref-13)
14. Rapport narratif du projet [↑](#footnote-ref-14)
15. Entretien avec un bénéficiaire du projet à Gouro [↑](#footnote-ref-15)
16. Entretien avec un des responsable du projet OIM [↑](#footnote-ref-16)